

Par-delà optimisme et pessimisme : prélude d'une économie de l'avenir de l'Afrique

Denis Cogneau¹ - Décembre 2016

Beaucoup d'incertitudes affectent l'économie politique de l'Afrique d'aujourd'hui. Comme ailleurs, celles-ci nous rappellent la difficulté à comprendre et prédire les processus de croissance et plus encore de développement.² Nous ne possédons ni une thermodynamique, ni une théorie de l'évolution des économies ou des sociétés.³ Et si même nous avions une météorologie des changements des climats sociaux, nos prévisions demeureraient démunies face aux « événements rares », catastrophes ou bonnes surprises.⁴

Cependant plus qu'ailleurs, l'incertitude provient aussi des failles de nos appareils d'observation et de mesure ; ces failles correspondent soit à des manques, soit à des inadéquations. Avant même tout pronostic, le diagnostic est restreint par de vastes zones de méconnaissance, ou pollué par des mesures inadéquates ou mal mises en œuvre. Dans chaque cas, il faut beaucoup d'effort pour démêler un écheveau d'observations confuses et incohérentes entre elles. Revenir aux données de base, pour constater leurs imperfections et souvent leur bizarrerie, privilégier les plus fiables, les retravailler pour les rendre comparables à travers le temps et l'espace... Recommencer quand de nouvelles données parviennent.⁵

Les chiffres de la croissance économique sont très incertains, car ils reposent sur des données de base limitées et lacunaires : éléments des comptes publics, quelques dizaines de grandes entreprises dont le recensement n'est pas actualisé, production d'électricité ou de ciment, importations, cours et tonnages des exportations de matières premières agricoles ou minières (vérifiées via les données de partenaires si on s'en donne la peine), pluviométrie. Doit-on s'étonner que la croissance économique s'explique toujours très bien par les cours des matières

¹ Ecole d'Économie de Paris. Institut de Recherche pour le Développement. Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales.

² Schumpeter a été l'un des premiers à faire la différence entre la reproduction d'un processus de croissance et un développement porteur de nouveauté, dans un article non-publié de 1933. Joseph Schumpeter. "Development", *Journal of Economic Literature*, 43(1): 108-120, 2005.

³ Même la fameuse courbe de Kuznets reliant croissance et inégalité n'est plus considérée aujourd'hui comme une relation robuste. Simon Kuznets. "Economic Growth and Income Inequality", *American Economic Review*, 45(1):1-28, 1955.

⁴ « Le mouvement de l'histoire, en effet, n'est pas celui d'une boule de billard qui, une fois heurtée, suit une trajectoire déterminée ; il ressemble plutôt à celui des nuages, lequel, tout en obéissant aux lois de la physique, se trouve soumis à l'influence de quelque chose que l'on peut bien appeler une coïncidence de faits : car le vent souffle bien partout d'ouest en est, dès qu'il y a un maximum de pression à l'ouest et un minimum à l'est ; mais qu'il y ait ou non une agglomération, un massif montagneux à proximité pour en modifier la direction, ou quelque autre influence concurrente, toutes ces circonstances qui font la météorologie restent dans leur coïncidence, mêmes calculables, des faits et non des lois. » Robert Musil, L'Allemand comme symptôme, in *Essais*, Paris : Seuil, p. 354.

⁵ Voir par exemple : Denis Cogneau, Kenneth Houngbedji and Sandrine Mesplé-Somps. "The Fall of the Elephant: two decades of poverty increase in Côte d'Ivoire (1988-2008)", in Arndt, C., A. McKay and F. Tarp. *Growth and Poverty in Sub-Saharan Africa*. Oxford University Press, 2016.

premières ou par la pluviométrie si ces variables contribuent de façon disproportionnée à son estimation ?⁶

Toutefois d'autres sources existent, particulièrement pour les trois dernières décennies. Des enquêtes auprès des ménages sont régulièrement effectuées dans la plupart des pays, portant sur la consommation et les revenus, mais aussi sur la fécondité, la mortalité et la santé, la fréquentation scolaire, les pratiques agricoles, l'emploi urbain.⁷ D'autres enquêtes s'adressent aux entreprises formelles et informelles, aux écoles ou aux dispensaires. L'imagerie satellitaire donne accès à des mesures de la luminosité nocturne, mais aussi des infrastructures urbaines, du couvert végétal et de l'utilisation des terres. De fait, ce sont les sources dépendant directement de l'appareil administratif qui sont les plus défailtantes : comptes budgétaires détaillés, recensement des fonctionnaires, tabulations de l'impôt sur le revenu, puissance et localisation des centrales électriques, recensement des écoles et effectifs scolaires, des dispensaires et du nombre de lits, etc.

Etant donné le travail de fourmi nécessaire pour observer de manière suffisamment distanciée les transformations économiques et sociales, et les limites inhérentes à cet exercice, les modes et les fantasmes ont facilement libre cours, ou bien les avis intéressés ou performatifs, émanant des gouvernements, des agences de notation, des agences d'aide et des investisseurs. Sempiternellement, des vagues d'afro-optimisme et d'afro-pessimisme se succèdent depuis cinquante ans. Mal partie, puis miraculée, ensuite en perdition, l'Afrique redevient émergente, puis elle inquiète à nouveau. A un extrême, on annonce avec ardeur et piété qu'elle entre enfin dans une globalisation bienheureuse, suivant le panache blanc de ses millions d'entrepreneurs ; à l'autre extrême, on la voue aux quatre cavaliers de l'Apocalypse, menaçant l'Europe d'invasions migratoires et d'attaques terroristes financées par le narcotrafic.

Depuis le passage dans le XXI^e siècle, deux couvertures du magazine *The Economist*, « *The Hopeless Continent* » en 2000, puis « *Africa Rising* » en 2011 ont fourni l'une des meilleures illustrations de ces oscillations.⁸ Publiée en 2010, l'étude du cabinet Mc Kinsey « *Lions on the Move : The Progress and Potential of African Economies* » fournissait de bons arguments aux hommes d'affaires pour investir en Afrique. Elle n'était toutefois guère documentée sur les transformations structurelles ayant réellement lieu.⁹ Or la décennie 2000-2010 avait été

⁶ Cf. les deux livres de Morten Jerven: *Poor Numbers. How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do About It*. Ithaca & London: Cornell University Press, 2013. *Africa : Why Economists Get It Wrong*. London : Zed Books, 2015.

⁷ Au-delà des questions de représentativité statistique, qui parfois se posent aussi, certaines de ces enquêtes s'avèrent malheureusement peu comparables d'une édition à l'autre sur certaines variables, notamment le revenu. Cf. Kathleen Beegle, Luc Christiaensen, Andrew Dabalen, and Isis Gaddis. *Poverty in a Rising Africa*. Washington, DC: World Bank, 2016.

⁸ En 2002, l'OCDE publiait les résultats de son étude *Emerging Africa*, fondée pour l'essentiel sur les données des années 1990. Parmi, les pays considérés comme émergents alors, nombreux étaient ceux qui sortaient de crises graves dans la période antérieure.

⁹ Carlos Lopes, ex-secrétaire général de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations-Unies : « Le discours optimiste sur l'Afrique, qui a émergé au début de la décennie, a eu paradoxalement un effet anesthésiant sur la réflexion des Africains. Il a contribué à une forme de paresse intellectuelle. Le portrait de l'Afrique qui émerge en 2010 du fameux rapport *Lions on the move* de McKinsey est celui d'un continent qui offre de grandes opportunités, pas celui d'un continent qui doit se transformer. C'est un appel aux investisseurs à prêter attention à une opportunité oubliée, à un endroit où ils pourraient gagner plus

particulièrement favorable pour les cours des principales matières premières - à commencer par le pétrole, dont le prix avait presque triplé entre 2000 et 2008. La seconde édition de cette étude « *Lions on the Move 2.0 : Realizing the Potential of African Economies* », publiée en septembre 2016, conserve un ton volontariste mais se montre plus nuancée, en soulignant des facteurs de risque comme l'urbanisation anarchique. Elle intègre le retournement de tendance intervenu depuis, et met l'accent sur les défis à relever, particulièrement l'action nécessaire des Etats pour « déverrouiller » le potentiel de croissance. La crise financière de 2008-2009 et ses conséquences, l'épidémie du virus Ebola, les vagues de réfugiés érythréens et soudanais, la révision pessimiste des prévisions de population des Nations-Unies, sont passées entre temps. Dès lors, l'idée d'un potentiel dont la réalisation est seulement conditionnelle aux évolutions politiques correspond à une vision plus raisonnable, quoique plus incertaine, de l'avenir de l'économie africaine. Les deux livres-plaidoyers de Jean-Michel Severino et Serge Michailof illustrent bien la polarisation des prophéties optimistes et pessimistes, même si leur contenu effectif s'avère plus nuancé que ne laisse supposer leur titre respectif.¹⁰ Leurs auteurs parlent de deux Afriques différentes, dont les espaces géographiques ou sociaux ne se croisent pas forcément ; mais qui peuvent s'influencer l'une l'autre, car elles voisinent : l'incertitude réside aussi dans l'hétérogénéité. Par ailleurs, ces deux livres témoignent chacun à leur manière, et comme l'étude Mc Kinsey 2.0, d'un facteur qui pose vraiment question : la légitimité et la capacité d'action des Etats. Les entrepreneurs de Severino se débrouillent sans l'Etat ou en dépit de lui, et les migrants de Michailof fuient des pays où l'action publique est presque inexistante dans le développement agricole ou le planning familial. La plus grande incertitude se situe sans doute ici : le futur de l'Etat en Afrique, entre faillites (Somalie) et tentatives autoritaires de développement commandé (Ethiopie, Rwanda).

Une série de quinze propositions, en forme d'aphorismes, peut être énoncée, sur la base de connaissances factuelles que l'on peut penser suffisamment étayées. Certaines d'entre elles révèlent crucialement ce qu'il faudrait attendre d'un réveil des politiques publiques.

1. **La croissance économique est encore rythmée par les cours des matières premières et la demande mondiale, pour le meilleur et le pire. La demande extérieure provient d'origines plus diversifiées qu'auparavant, ce qui diminue un peu la vulnérabilité.** Le reste du monde a eu et aura encore une fringale de matières premières africaines. La Chine est devenue le premier importateur des produits africains, principalement des matières premières. D'autres pays émergents pourraient prendre le relais, comme l'Inde, pourvu que leurs trajectoires soient positives. Beaucoup de pays qui

d'argent qu'ailleurs. Les Africains ont absorbé cette narration comme une sorte de compensation au discours afro-pessimiste qui avait prévalu au cours des décennies précédentes et dont ils avaient beaucoup souffert. J'ai toujours trouvé qu'il y avait quelque chose de faux dans ce propos, car il faut évidemment un niveau d'ambition beaucoup plus élevé sur la transformation structurelle des économies africaines. Il ne faut pas se contenter de parler des opportunités de marché. » Propos recueillis par Coumba Kane, Laurence Caramel et Serge Michel, pour *Le Monde (Afrique)*, 28/09/2016. En savoir plus sur : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/28/carlos-lobos-je-quitte-l-onu-pour-garder-ma-liberte-de-parole-sur-l-afrique_5004798_3212.html#039hjb1jCukBUC9G.99

¹⁰ Jean-Michel Severino et Jérémy Hadjenberg, *Entreprenante Afrique*, Paris : Odile Jacob, 2016. Serge Michailof, *Africanistan*, Paris : Fayard, 2015. Les deux auteurs principaux sont d'anciens responsables de l'aide française au développement, aux carrières très parallèles et similaires (à la Coopération Française, à la Banque mondiale, à l'Agence Française de Développement). Le premier dirige désormais un cabinet d'investissement, et le second est administrateur du Conseil des Investisseurs français en Afrique (CIAN).

n'étaient pas classés comme exportateurs miniers le sont devenus dans les deux dernières décennies, quand les bénéfices de la prospection et de l'exploitation de gisements lointains et difficiles ont dépassé les coûts. Il est difficile de s'expliquer autrement les taux de croissance des quinze dernières années, et la chute des cours engendre aujourd'hui (2016) un très fort ralentissement. Par ailleurs, pour les pays qui ont connu de graves crises politiques, de forts taux de croissance s'expliquent souvent par un effet de retour à la normale.

2. **L'agriculture est encore peu productive.** Historiquement, l'agriculture africaine est extensive : elle repose sur la conquête de nouvelles terres fertiles et sur de longues jachères, dans un contexte d'abondance foncière. L'irrigation (roue), la culture attelée (charrue), le cadastre (écriture) sont absents au départ. L'écologie peut expliquer d'une part pourquoi la culture attelée n'a jamais été possible (mouche tsé-tsé) ou adaptée (sols et cultivars), et d'autre part comment la désertification du Sahara au troisième millénaire avant notre ère a coupé l'Afrique des innovations de l'Âge du Bronze en Méditerranée. L'agriculture africaine ressemble jusqu'à un certain point à l'agriculture précolombienne. Elle a d'ailleurs été capable d'adopter le cacao, le café, le maïs et le manioc d'Amérique, preuve que les paysans africains ne sont pas bloqués dans la tradition. Ils souffrent toutefois de conditions écologiques et épidémiologiques difficiles, d'un manque d'infrastructures criant (routes, irrigation), ainsi que de techniques rudimentaires en comparaison des paysans asiatiques. Il y a débat sur la disponibilité de terres arables fertiles en Afrique, et de toute façon une forte hétérogénéité des pays à cet égard. Pour certains, la terre en Afrique est encore abondante et des opportunités existent même pour louer ces terres à des investisseurs internationaux (question de l'accaparement des terres, *land grabbing* en anglais). Pour d'autres, la reproduction d'une agriculture extensive est condamnée à court terme, particulièrement avec le changement climatique.
3. **Des signes d'intensification agricole existent.** L'Afrique n'a pas encore connu de « révolution verte » comme l'Asie. Les cultures vivrières africaines ne sont pas principalement le riz ou le blé, les cultures principales de la révolution asiatique. Par ailleurs, tant que la terre demeure abondante, les paysans africains ne sont pas forcément incités à changer de mode de production, qui implique en général une baisse de la productivité du travail en même temps qu'une hausse des rendements à l'hectare. Appuyés par des politiques, certains changements semblent toutefois en cours, particulièrement dans les régions où la terre est devenue rare ; les paysans utilisent plus d'engrais et travaillent plus. Par ailleurs, de nouvelles variétés plus productives sont inventées et adoptées, comme dans le cas du cacao, de l'igname ou du manioc. L'évaluation de l'ampleur ces changements n'est pas encore faite ; certaines innovations proposées augmentent les rendements moyens, mais aussi potentiellement leur variabilité, ce qui peut rendre les paysans rétifs à les adopter. Beaucoup considèrent cependant que l'intensification des pratiques dépend fortement d'investissements publics durables dans le réseau routier et l'irrigation, des progrès de l'éducation et des systèmes de crédit.
4. **La croissance de la population est encore élevée, et la transition de la fécondité est lente.** La population de l'Afrique Sub-Saharienne croît aujourd'hui à un rythme annuel de 2.5% environ, soit un doublement en 30 ans. On parle beaucoup d'un « dividende démographique », correspondant à la hausse de la part des 15-60 ans, mais cette hausse commence à peine et promet d'être très graduelle, contrairement aux cas asiatique et

latino-américain. En effet la transition de la fécondité a été et demeure plus lente qu'ailleurs. D'une part, le nombre d'enfants désirés par les femmes africaines ne baisse que lentement, malgré une baisse importante de la mortalité infantile (cf. *infra*). D'autre part, il y a des besoins d'accès à la contraception qui ne sont pas remplis, et un déficit de planning familial. L'accélération de la transition dépend sans doute de la poursuite de la baisse de la mortalité infantile mais aussi et surtout de l'éducation des femmes. L'hétérogénéité des situations et des évolutions démographiques est élevée, entre pays mais aussi entre capitales, villes moyennes, et zones rurales plus ou moins périphériques. En Afrique australe, la fécondité est relativement basse, comme dans plusieurs capitales d'Afrique de l'Ouest ou de l'Est (autour de 2.5 enfants par femme). Tandis qu'elle stagne à des niveaux élevés au Sahel, au Nigeria et en Afrique centrale, voire même augmente pour certaines catégories, il y a quelques pays où elle a très significativement baissé dans les dix ou vingt dernières années (ex. Ethiopie, Ghana). Par ailleurs, les changements de calendriers de mariage et de naissance, et de comportements (allaitement, abstinence post-partum, contraception), rendent la fécondité plus difficile à projeter.

5. **L'urbanisation continue, mais sans industrialisation notable.** Les estimations de l'urbanisation varient selon ce qu'on appelle une « ville », la plus fréquemment retenue étant que 40% des africains vivent désormais dans une zone urbaine, avec de fortes variations entre pays. L'augmentation de la population des villes provient désormais plus de la croissance naturelle de leur population que des migrations provenant des campagnes. Jusqu'aujourd'hui, et contrairement à d'autres expériences historiques, les villes africaines ne reposent pas sur les phénomènes d'agglomération liés à l'émergence d'un secteur manufacturier. Leur dynamique économique repose sur le commerce, les services privés et publics, alimentés par des sources de revenus externes : taxation du monde rural, exportation de matières premières, aide internationale, commercialisation de biens importés. L'auto-emploi informel domine et l'emploi salarié stable continue d'être le privilège d'une petite minorité. L'urbanisation fait aussi que la pauvreté devient de plus en plus un phénomène urbain. Les instruments d'observation disponibles, peut-être très imparfaits, n'indiquent pour le moment ni une dynamique d'industrialisation significative, ni un fort accroissement de la productivité du travail dans les activités de service.
6. **L'Afrique ne manque pas d'entrepreneurs, cependant l'industrialisation ne dépend pas que de l'initiative individuelle.** La plupart des africains sont de petits entrepreneurs non-salariés, fermiers, éleveurs, artisans, petits commerçants, pourvoyeurs de services à la personne. Pour la majorité il ne s'agit pas d'un choix, et l'idée que l'amélioration du financement de leur activité va leur permettre de sortir significativement de la pauvreté est pour partie illusoire. Il se pourrait bien que les entreprises de taille moyenne à grande soient en fait les plus contraintes dans leur croissance, pour lesquelles le micro-crédit ne fournit pas la solution. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, la concurrence dans le secteur industriel est particulièrement forte, avec l'industrialisation de grands pays comme le Vietnam par exemple, et malgré la désindustrialisation de l'Amérique Latine. Dans les cinquante dernières années, les expériences réussies de l'industrialisation ont reposé sur un Etat interventionniste, une main-d'œuvre bon marché mais assez instruite, et une gestion compétitive du taux de change.
7. **L'accès aux nouvelles technologies et à l'information progresse vite. Cependant, tandis que la téléphonie mobile a explosé, l'électrification est très en retard.** En

partie grâce à l'urbanisation, les africains sont de mieux en mieux connectés entre eux et avec le monde. Ils s'équipent des biens dont les prix relatifs baissent beaucoup : téléphone, radio, téléviseurs, ordinateurs, et qui sont donc moins sensibles au pouvoir d'achat. Ce phénomène élémentaire contribue certainement à l'impression de l'émergence d'une classe moyenne. Par ailleurs, il est encore difficile de mesurer l'impact global de l'accès aux nouvelles technologies, au *mobile banking*, à l'information sur les marchés, aux prévisions météo, etc., pour les petits agriculteurs ou entrepreneurs informels. A côté de cela, les infrastructures urbaines sont fréquemment déficientes, congestionnées ou saturées. En dehors des villes, les données satellite montrent que l'électrification rurale progresse excessivement lentement, même si le niveau de couverture varie fortement selon les pays. De grands programmes internationaux soutenant l'électrification démarrent aujourd'hui dans certains pays, notamment pour augmenter significativement la production hydroélectrique. Dans certains cas toutefois, cette production pourrait être menacée par le changement climatique. Les solutions solaires ne semblent pas être considérées aujourd'hui comme pouvant remplir suffisamment les besoins existants.

8. **La mortalité infantile continue de baisser, la lutte contre la malaria et le VIH/SIDA connaît des succès, mais la gestion de l'eau est très en retard.** Les progrès de la santé pourraient devenir plus difficiles, car commencer à dépendre un peu plus des progrès de la qualité des infrastructures sanitaires (mortalité néonatale, infections nosocomiales, etc.) et moins d'interventions préventives à large couverture et peu sensibles au pouvoir d'achat des patients (moustiquaires, préservatifs, vermifuges, vaccination). En milieu urbain, l'accès à l'eau potable et l'évacuation des eaux usées et des déchets progressent peu, or ils ont constitué historiquement les principaux facteurs de la réduction de la mortalité dans les autres régions du monde.
9. **Les scolarisations primaire et secondaire continuent de progresser, mais la qualité des apprentissages est problématique.** Dans la plupart des pays, les progrès de la scolarisation primaire et secondaire n'ont été démentis que dans des périodes de crise aiguë. Les politiques de réduction des frais de scolarité semblent avoir été efficaces pour stimuler la fréquentation. Néanmoins, les enquêtes disponibles sur les apprentissages dans le primaire et de nouvelles données sur les connaissances des instituteurs montrent que la qualité de l'éducation reçue est particulièrement médiocre, en dehors d'un petit secteur privé élitiste.
10. **Les inégalités sont élevées, la croissance est mal distribuée et peu créatrice d'emplois de qualité.** Malgré des mesures très imparfaites et bruitées, les inégalités de revenu pourraient être aussi élevées qu'en Amérique Latine, voire même encore plus élevées en Afrique australe et orientale. Les inégalités entre territoires sont particulièrement prononcées, notamment entre les côtes maritimes ou lacustres et les régions intérieures, et dans les villes le rationnement des emplois salariés bien rémunérés est un facteur déterminant des inégalités. Ces inégalités de revenu se traduisent également dans de fortes inégalités devant l'éducation et la santé. Ce niveau d'inégalité reflète aussi que la croissance ne se traduit que médiocrement en réduction de la pauvreté. L'exportation de matières premières agricoles comme le cacao ou le coton est mieux distribuée, car elle repose sur le travail de nombreux petits paysans, par rapport à celle de produits miniers comme le pétrole le cuivre ou l'or, qui engendrent beaucoup de fuites de capitaux (cf. *infra*).

- 11. L'émigration continue d'augmenter, même si le taux d'expatriation des africains est faible. Il y a une forte expatriation des diplômés.** La plupart des migrants internationaux demeurent en Afrique. Sur la période 2000-2010, pourtant relativement favorable pour la croissance, le nombre d'expatriés africains dans les pays de l'OCDE a augmenté de 50%, ce qui constitue un record, toutes régions d'origine considérées. Cependant l'expatriation des natifs d'Afrique Sub-saharienne demeure peu élevée, en comparaison de l'Afrique du Nord ou de l'Amérique centrale (2.4% du total de la population de 15 ans et plus). L'expatriation des diplômés du supérieur est toutefois la plus élevée du monde : 11% d'entre eux vivent dans les pays riches. L'implication d'une partie cette diaspora africaine dans le développement du continent constitue un défi premier.
- 12. Il y a une forte fuite des capitaux. L'épargne domestique est faible, tant privée que publique.** Le volume de fuite de capitaux est bien plus élevé pour les pays riches ou l'Amérique Latine que pour l'Afrique ; les paradis fiscaux ne sont donc pas majoritairement remplis par de grandes fortunes africaines. Cependant les quelques mesures disponibles, concernant les comptes bancaires ou les logements, suggèrent qu'en proportion du revenu national, et plus encore en proportion de l'épargne ou du capital domestique, la fuite de capitaux est plus intense en Afrique que dans les autres régions en développement. L'épargne privée est limitée par la structure par âge et la pression sociale à la redistribution au sein des lignages.
- 13. Les entrepreneurs politiques mobilisent les affiliations communautaires plutôt que les intérêts de classe, dans une concurrence pour le contrôle des rentes de souveraineté et des ressources économiques comme la terre, l'eau ou les gisements.** Les relations de patronage à base ethnique et religieuse instrumentalisent les fortes inégalités personnelles prévalant au sein des réseaux lignagers, et s'organisent au niveau politique autour de revendications s'appuyant sur la dimension spatiale des inégalités. Cette mobilisation politique peut prendre des formes très violentes, certains de ces entrepreneurs peuvent devenir seigneurs de guerre, et les conflits civils peuvent s'internationaliser en débordant sur leurs frontières ou en faisant appel à des solidarités communautaires transnationales. L'objectif est en général de prendre le pouvoir dans la capitale ; cependant dans les régions les plus riches en ressource l'option sécessionniste se présente aussi ; dans des régions périphériques et déshéritées des messianismes criminels chrétiens ou musulmans se sont également enracinés. Il n'y a toutefois pas de fatalité à ces affrontements, les coalitions politiques comme les gouvernements peuvent être pluriethniques, et l'électeur pivot qui décide de la victoire dans une élection transparente n'est pas un électeur ethnique.
- 14. Les Etats ont des capacités d'action limitées, mais susceptibles de faire une différence.** Dans la plupart des cas, les dépenses publiques rapportées à la population ou au revenu national ne sont pas supérieures aux niveaux atteints à la fin de la période coloniale. Les recettes publiques dépendent encore des prélèvements sur le commerce extérieur, importations (droits de douane) et exportations (royalties sur l'extraction pétrolière ou minière, droits de sortie). Une libéralisation commerciale imposée a entamé ce type de ressources, et les Etats éprouvent encore des difficultés à rationaliser et à étendre une fiscalité intérieure de substitution : taxe sur la valeur ajoutée, imposition directe des sociétés et des revenus des ménages. Dans de nombreux cas en effet,

L'instabilité politique encourage encore le népotisme et le favoritisme plutôt que l'investissement dans la construction d'une base fiscale équitable. Comme la production de biens publics est biaisée ou déficiente, la légitimité de l'impôt a du mal à s'établir. L'aide internationale finance encore une grande partie des investissements publics. Les Etats les mieux organisés parviennent toutefois à mener des politiques de développement dont les résultats sont tangibles et sont visibles jusqu'aux régions frontalières périphériques. Un Etat performant peut enclencher des forces centripètes d'intégration nationale qui contrebalancent les forces centrifuges d'affiliation ethnique. De nombreuses initiatives sont en cours pour renforcer la capacité fiscale et légale des Etats, du moins dans les pays qui bénéficient tout à la fois d'une certaine stabilité politique et d'un potentiel fiscal suffisant.

15. Les effets du changement climatique sont encore difficilement prévisibles ; ils pourraient approfondir les déséquilibres existants entre régions intérieures et côtières, ou bien engendrer des ruptures inédites de trajectoire. Les différents modèles climatologiques ont encore des désaccords sur la spécification des conséquences du changement en termes de température et de précipitations, en moyenne et en variabilité. Si l'élévation de la température ne fait pas de doute à peu près partout, en revanche dans certaines régions comme le Sahel celle-ci pourrait s'accompagner d'une plus forte intensité des précipitations, mais aussi potentiellement d'une plus forte variabilité, avec une plus forte fréquence d'événements extrêmes comme des inondations ou des sécheresses. Les conséquences agronomiques du changement sont également difficiles à pondérer ; certaines prévisions impliquent que des cultures fondamentales pour certaines régions deviendraient impraticables, comme le cacao en Côte d'Ivoire ou au Ghana. L'élévation du niveau de la mer menace également plusieurs régions de lagunes ou de delta. Dans un espace d'ores et déjà fragmenté et à partir d'inégalités spatiales fortes, on peut au moins anticiper de fortes perturbations et remises en cause, nécessitant des efforts d'adaptation nombreux et puissants.

Les économies et les sociétés africaines ne sont pas immobiles, tout au contraire. Par ailleurs, l'Afrique est « dans le monde » depuis toujours et l'est sans doute encore plus généralement aujourd'hui, si bien que l'avenir de l'Amérique, de l'Asie, et tout spécialement de l'Europe, ne se conçoit pas indépendamment.¹¹ On ne peut jamais assez souligner combien nos connaissances sont incertaines, et à quel point l'Afrique est hétérogène. Ces incertitudes et cette hétérogénéité nourrissent facilement des visions performatives ou fantasmatiques qui font alterner à haute fréquence les lendemains qui chantent et les catastrophes annoncées. Par-delà optimisme et pessimisme, je propose ici quinze assertions sur la situation présente et la trajectoire des Afriques. Les transformations de la demande de matières premières, l'occupation et l'utilisation des terres disponibles, la transition de la fécondité et l'urbanisation, l'accès aux nouvelles technologies, les évolutions rapides de l'éducation et de la santé, l'accroissement de la diaspora, la démocratisation, le changement climatique contiennent chacun une part d'ombre et une part lumineuse. Les défis et les opportunités soulevés dans tous ces domaines réclament des transformations majeures, dont l'expérience historique suggère qu'elles ne pourront advenir sans des politiques publiques fortes. La construction d'un Etat légitime ayant les moyens de son action constitue dès lors le

¹¹ Frederick Cooper, 2014. *Africa in the World. Capitalism, Empire, Nation-State*. Cambridge MA & London: Harvard University Press.

principal défi à relever. Si dans le passé elle a été compromise et remise en cause par différents facteurs exogènes et endogènes, cette capacité de l'Etat n'a pas disparu et peut à nouveau progresser, car les populations africaines le demandent dans leur grande majorité. Rien n'interdit que cette construction emprunte par ailleurs des voies originales et constitue une surprise du développement. Cette construction impliquera forcément aussi une révision des relations avec les partenaires internationaux de l'Afrique, qui devront à la fois reconnaître leurs erreurs et leurs biais d'appréciation, laisser aux innovations politiques et sociales leurs marges de manœuvre, tout en soutenant fermement et durablement les transformations positives dont leur avenir dépend.